

Intervention de Anne Marie de Pasquale au nom du Comité 17 octobre Reims – 17 octobre 2008

Madame la Maire,
Madame, Messieurs les élus,
Vous tous ici rassemblés :

Je m'adresse à vous au nom du Comité 17 Octobre de Reims, qui s'est constitué suite à l'inauguration de la dalle du refus de la misère au pied de la cathédrale, le 17 Octobre 2007. Ce Comité est un réseau composé de membres du mouvement ATD Quart Monde et de personnes d'horizons divers. Nous mettons notre vigilance au service des personnes et familles en situation de grande pauvreté et d'exclusion, pour que leur parole soit écoutée et entendue lors de cette journée, et pour chaque citoyen puisse se sentir interpellé.

17 Octobre 2008 :
Journée mondiale du refus de la misère ;
60^{ème} Anniversaire de la déclaration des droits de l'homme.

Cette journée nous rassemble autour du projet d' « être citoyens ensemble ».
Dans le prolongement des forums sur les droits qui se sont tenus le 17 Octobre 2007, nous avons souhaité que les difficultés, les attentes, les engagements de chacun, puissent être exprimés dans un lieu qui représente l'exercice de la vie démocratique. Nous avons donc pensé à la mairie, maison de tous les citoyens, et notre présence aujourd'hui dans cette salle du Conseil Municipal est un symbole fort pour nous tous!
Nous mesurons tous que c'est d'ici que doit partir cet élan de citoyenneté qui doit nous permettre de construire une nouvelle façon de vivre ensemble, d'être citoyens ensemble, de tisser des liens, d'être solidaires, de s'associer.

Nous sommes venus pour une expression, pour un dialogue, conscients que de simples paroles ne suffiront pas à détruire la misère, mais qu'il faut sans cesse alerter et s'unir pour faire respecter les droits de tous pour tous.

Nous sommes en route ; et c'est pour cette raison que nous concluons cette manifestation par une marche, tous ensemble, vers la dalle du refus de la misère au pied de la cathédrale.

Par cette marche, nous voulons alerter tous les citoyens que c'est quotidiennement, chacun là ou nous sommes, à la mesure de nos moyens, que les droits fondamentaux doivent être respectés. Nous voulons réaffirmer l'urgence de garantir l'accès de tous à ces droits : le logement, le travail et la formation, l'accès aux soins, l'éducation et la culture, le droit de vivre dignement en famille, l'accès à une égale justice.

Par notre rassemblement en ce lieu, par la marche qui va suivre, nous voulons marquer notre volonté de nous unir dans le respect des uns et des autres pour vivre en Paix.